

## Le sucre de Napoléon : légende et réalités

«La fabrication industrielle du sucre de betteraves fut créée par l'Empereur Napoléon 1<sup>er</sup>» : le commentaire qui accompagne l'image d'Epinal représentant Napoléon décorant le banquier et fabricant de sucre Benjamin Delessert, a eu longtemps valeur de vérité historique. Ainsi, et tout naturellement, plusieurs ouvrages, parus en 1911 et 1912, célèbrent le centième anniversaire des décrets introduisant définitivement la culture de la betterave en France. Tous retracent l'histoire désormais séculaire de cette activité, qu'ils font évidemment naître en 1811, année où «la sucrerie de betteraves fut née par ordre, pour obéir à l'impérieuse volonté de Napoléon». «Elle se développa pour suffire à des nécessités engendrées par l'opiniâtreté d'un César qui ne connaissait pas d'obstacles», peut-on par exemple lire dans la volumineuse *Histoire centennale du sucre de betterave* éditée par le Syndicat des fabricants de sucre<sup>1</sup>. Quant aux auteurs axonais du début du XX<sup>e</sup> siècle, ils aiment voir, eux aussi, dans le Premier Empire le début du brillant destin sucrier de l'Aisne, qui est devenu à leur époque le premier département producteur de betteraves<sup>2</sup>. Souvent citée en exemple la «sucrerie indigène» est ainsi considérée comme un succès capital de la politique économique napoléonienne et, portée à l'actif du bilan économique d'un Premier Empire longtemps présenté par l'historiographie traditionnelle comme une période de prospérité et de progrès industriel et agricole<sup>3</sup>. Cependant cette vision est depuis une quarantaine d'années largement nuancée par les historiens : Louis Bergeron écrit par exemple dès 1972 que «l'histoire de la culture betteravière sous l'Empire est la plus chargée qui soit de mythe et d'exagération», conclusion que rejoignent les classiques travaux de Fernand Braudel et d'Ernest Labrousse<sup>4</sup>. Doit-on encore aujourd'hui célébrer Napoléon 1<sup>er</sup> comme le père de l'industrie sucrière, comme le promoteur décisif de la culture betteravière ? Quel a été l'im-

---

1. *Histoire centennale du sucre de betterave (1811-1912)*, Paris, Fortier et Marotte, 1912, p. 16.

2. Eugène Creveaux, *Un siècle d'industrie sucrière dans le Laonnois, 1812-1912*, Vervins, Imp. le Démocrate, 1911 ; Emile Bazin, *Le centenaire de la fabrication du sucre*, Laon, Imp. des Tablettes de l'Aisne, 1911.

3. Georges Lefèvre écrit par exemple en évoquant la sucrerie de betteraves qu'«une industrie nouvelle et de grand avenir prenait son essor» sous le Premier Empire et considère cette prospérité comme un «effet bienfaisant du blocus» dans *Napoléon*, Paris, PUF, 1936 et 1969, p. 408-409.

4. Louis Bergeron, *L'épisode napoléonien, aspects intérieurs (1799-1815)*, dans *Nouvelle Histoire de la France contemporaine*, t. IV, Paris, Editions du Seuil, 1972, p. 185-187 ; Fernand Braudel et Ernest Labrousse, *Histoire économique et sociale de la France*, t. III, *L'avènement de l'ère industrielle, 1789-années 1880*, Paris, PUF, 1976.

Napoléon 1<sup>er</sup> décore le banquier et fabricant de sucre Benjamin Delessert.



Illustration extraite de L'Imagerie d'Epinal, n° 3828, Pellerin et compagnie éditeurs.  
Dans Histoire centennale du sucre de betterave, Paris, Fortier et Marolle, 1912, p. 49.

pact réel des mesures prises d'en haut à partir de 1811 et destinées à implanter en France une activité agro-industrielle totalement nouvelle ou presque ? L'exemple de l'Aisne nous permet de répondre de manière précise et argumentée à ces interrogations. Car si Napoléon 1<sup>er</sup> a bien été à l'origine de la première implantation de la filière betterave-sucre dans l'Aisne, s'il est exact que des entrepreneurs ont répondu favorablement à ces encouragements et se sont lancés dans l'aventure, ils ont eu à subir bien des déboires, et le bilan de cette première naissance doit être en définitive très largement nuancé.

## Remplacer le sucre de canne

«Le 29 novembre 1806, Napoléon 1<sup>er</sup> établissait le Blocus continental. Le sucre devint extrêmement rare : aussi chercha-t-on à avec plus d'acharnement que jamais à remplacer le sucre de canne par un produit indigène»<sup>5</sup>. Si la raréfaction du sucre, et donc la recherche de produits de substitution apparaît chez de nombreux auteurs comme la conséquence directe du Blocus continental, la réalité est en fait plus complexe.

5. E. Bazin, *op. cit.*, p. 4.

La décision de lancer la culture de la betterave à sucre et sa transformation en métropole est, il est vrai, éminemment politique et directement liée au contexte international. Triomphateur sur le continent grâce à sa Grande Armée, Napoléon 1<sup>er</sup> est en revanche impuissant face à l'Angleterre qui règne sur les mers et inonde de ses produits les marchés européens. L'empereur décide alors de porter la guerre sur le plan économique et signe le 21 novembre 1806 à Berlin un décret qui institue le « Blocus continental » : dans le but d'asphyxier l'économie britannique, la France et ses alliés s'interdisent dorénavant de recevoir des marchandises anglaises ou en provenance d'Angleterre. Napoléon 1<sup>er</sup> étendra cette mesure en ordonnant la saisie systématique de tous les navires ayant touché un port d'Angleterre (décret de Milan du 23 novembre 1807)<sup>6</sup>. Les effets de ces décisions ne tardent pas à se faire sentir, et le continent se ferme dans sa presque totalité au commerce anglais. Le sucre colonial, celui extrait de la canne à sucre, n'arrive plus : la France n'en importe plus que 2000 tonnes en 1808, contre 25 000 en 1807.

Contrairement à une certaine idée reçue, le blocus n'a en fait qu'aggravé une situation de pénurie. Les Français, qui occupent la Martinique et la Guadeloupe depuis 1635 et Saint-Domingue à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, ont mis en place dans ces colonies une économie de plantation qui utilise une abondante main-d'œuvre servile, travaillant en partie dans les plantations de canne de sucre, dont la France est avant 1789 le premier producteur mondial. Ce système est déjà en crise dès le début de la Révolution. Le soulèvement des esclaves de Saint-Domingue, dirigé par Toussaint Louverture, en août 1791, y désorganise la production, puis provoque l'abolition de l'esclavage sur cette île en 1793, mesure que la Convention généralise à l'ensemble des colonies françaises l'année suivante.

L'occupation temporaire de la Guadeloupe et de la Martinique par les Anglais en 1794 finit de priver la France de ses approvisionnements. Bonaparte rétablit certes l'esclavage par la loi du 20 mai 1802, mais la mesure ne s'applique dans les faits qu'en Guadeloupe. Les troupes du premier consul vaincues par les armes et les maladies doivent en outre capituler à Saint-Domingue, et le 11 janvier 1804, l'ancienne colonie devient indépendante sous le nom de Haïti : le principal espace de production du sucre de canne français échappe définitivement à son ancienne métropole. Conséquence directe de cette décennie mouvementée dans les îles à sucre françaises : les importations de sucre de canne ont déjà été divisées par quatre depuis 1788, au moment où le Blocus est mis en place.

Or les consommateurs français sont dès cette époque très friands de cette denrée exotique. Le formidable succès des trois boissons coloniales, le chocolat, le thé et le café, qui se consommaient brut dans leurs pays d'origine, mais que les Européens ont pris l'habitude d'édulcorer, explique en grande partie la hausse de la consommation de sucre de canne en France. A la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, chaque Français en consomme en moyenne plus d'un kilogramme chaque année<sup>7</sup>.

---

6. François Crouzet, *L'économie britannique et le Blocus continental (1808-1813)*, Paris, Economica, 1997.

7. Jean-Louis Flandrin et Massimo Montanari, *Histoire de l'alimentation*, Paris, Fayard, 1996, p. 732.

Face à la pénurie et à l'existence d'une demande, il s'agit de trouver un produit local de substitution à la canne à sucre. La betterave ne s'impose pas immédiatement comme le succédané idéal. On pense avant elle à d'autres solutions plus évidentes. On cherche dans un premier temps à acclimater la canne dans les régions méridionales de l'Empire. Les résultats sont décevants : on obtient une très belle plante, mais extrêmement pauvre en sucre. Parallèlement on cherche à extraire le sucre de tous les végétaux connus, comme la pomme, la poire, le maïs, la châtaigne, le coing, les mûres, la prune, etc. mais c'est le raisin qui donne les résultats les plus satisfaisants : en 1811, 20 000 tonnes de sirop de raisin sont produits et consommés, mais « le public goûta peu le sucre de raisin et demanda autre chose pour renoncer définitivement au sucre de canne »<sup>8</sup>. Malgré l'hostilité d'agronomes influents comme Parmentier, mais sous l'impulsion du ministre Montalivet et du chimiste Chaptal, c'est finalement la betterave qui est choisie pour remplacer la canne à sucre.

L'idée n'est pas nouvelle : le grand agronome français du XVI<sup>e</sup> siècle, Olivier de Serres avait déjà montré que cette espèce de « pastenade », en cuisant, rendait un jus semblable au sirop de sucre<sup>9</sup>. Plus tard, en 1747, le chimiste allemand Margraff réussit à extraire du sucre de la betterave et à le cristalliser, mais c'est son élève Franz Carl Achard (1753-1821) qui passe à une production industrielle en créant la première fabrique de sucre de betterave du monde, à Cunern en Silésie, et ceci dès 1801<sup>10</sup>. Ces expériences sont déjà connues en France dès le XVIII<sup>e</sup> siècle.

La légende napoléonienne veut aussi que ce soit l'empereur lui-même qui lança la production sucrière en France : « C'est à l'autorité de Napoléon 1<sup>er</sup>, soucieux de rendre chaque jour plus effectif le Blocus continental que l'on doit l'introduction du sucre de betterave en Europe, en France et dans l'Aisne »<sup>11</sup>. Rien de moins vrai. Non seulement le sucre est produit à partir de la betterave bien avant 1811 en Allemagne notamment, mais également sur le territoire même de l'Empire. En effet fonctionnent déjà dès le début du siècle de petites sucreries, à Nimègue, à Liège, en Allemagne, dans le Puy-de-Dôme, en Ille-et-Vilaine ou dans le Doubs. Dès 1810, Crespel-Delisse obtient dans sa fabrique de Lille « des résultats très satisfaisants ». Depuis 1801 le banquier Benjamin Delessert a installé aux portes de Paris, à Passy, une raffinerie de sucre de canne, dans laquelle après plusieurs expérimentations malheureuses, il a réussi, en 1811, à produire du sucre de la betterave.

Convaincu par ces expériences, Napoléon 1<sup>er</sup> signe le 21 mars 1811 un décret ordonnant la mise en culture de 32 000 hectares de betteraves. En janvier 1812, sans doute enthousiasmé par sa récente visite de la fabrique de Passy, l'em-

---

8. *Histoire centennale...*, op. cit., p. 12.

9. Olivier de Serres, *Le théâtre d'agriculture et mesnage des champs*, Arles, Actes Sud, 2001.

10. Franz Carl Achard, *Traité complet sur la fabrication en Europe du sucre de betterave et la culture de cette plante*, Paris, Derosme et Colin, 1812.

11. Gérard Decottignies, *La betterave et l'industrie sucrière dans l'Aisne de ses débuts à nos jours*, Soissons, Imp. Saint-Antoine, 1950, p. 21.

pereur prend la décision de porter à 100 000 hectares la surface ensemencée en betteraves ; il prévoit aussi l'accueil de 100 élèves boursiers dans cinq écoles de sucrerie, et accorde 500 licences pour établir de nouvelles fabriques. Le but de ces mesures est pour le moins ambitieux : il s'agit de remplacer le sucre de canne et de satisfaire la consommation intérieure estimée à 150 000 tonnes annuelles. Le calcul est simple : « un arpent de terre peut produire 222 kilogrammes de sucre, on verra que 67 567 arpents de terre suffiront pour fournir 15 millions de kilogrammes de sucre, quantité à laquelle on peut évaluer celle qui se consomme annuellement en France »<sup>12</sup>.

Au même titre que le Nord ou le Bas-Rhin, et en raison de la qualité de ses sols, l'Aisne est sélectionnée comme département de « première classe ». Le décret de 1811 prévoit que 400 hectares de betteraves devront être récoltés dès l'année suivante ; en 1812, les autorités ordonnent l'ensemencement de 1 000 hectares. Parallèlement, des licences sont accordées pour l'édification de fabriques. Dès 1811, des entrepreneurs demandent ces autorisations : les premiers sucriers de l'Aisne se lancent dans l'aventure.

## **Les premiers sucriers de l'Aisne**

Plusieurs personnages vont répondre favorablement aux incitations du pouvoir central et aux multiples sollicitations des autorités locales, en particulier du préfet de l'Aisne, qui s'emploie, sous la pression du ministère du commerce et de l'agriculture, à trouver des « spéculateurs » susceptibles de monter une fabrique de sucre dans le département. Dès 1811, Caignart-Durotoy et son associé Costel créent une petite unité de production dans la propriété du premier nommé, à Mailly, commune de Laval-en-Laonnois : c'est la première sucrerie de l'Aisne. La même année, un notaire et un pharmacien fondent à leur tour une autre fabrique, à Château-Thierry<sup>13</sup>.

Il est vrai que les perspectives de réaliser un profit à très court terme sont attirantes. La consommation intérieure, sans être très importante, existe, et surtout les prix de vente s'envolent après l'arrêt des importations de sucre de canne : ils ont été multipliés par dix depuis 1789, et à Dijon par exemple, en 1806, le kilogramme de sucre se négocie autour de 11 francs<sup>14</sup>. De plus le décret de 1812 prévoit une exonération fiscale pour tout entrepreneur qui produirait plus de 10 000 kilogrammes de sucre par an et des primes pour les cultivateurs de betteraves. Les autorités s'engagent également à fournir la graine de betterave pour les premiers ensemencements. Par ailleurs la Société d'encouragement pour l'industrie nationale promet d'offrir des récompenses financières de 2 000 et 1 000 francs

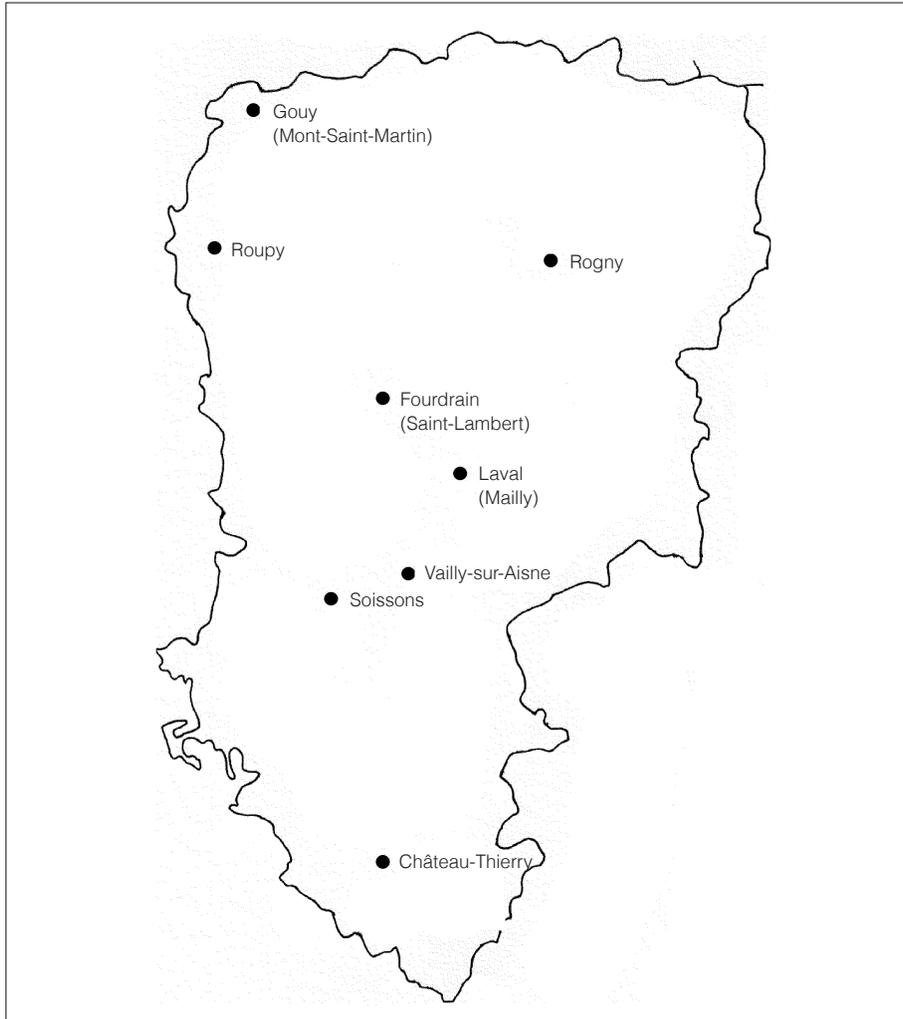
---

12. Barruel et Isnard, *Mémoire sur l'extraction en grand du sucre des betteraves et quelques considérations sur leur culture*, Paris, Mad. Huzard, 1811, p. 15.

13. Arch. nat., F 12 2340.

14. Jean Tulard, « Sucre » dans *Dictionnaire Napoléon*, t. II, Paris, Fayard, 1999, p. 629.

Les sucreries du Premier Empire dans l'Aisne.



aux deux industriels qui produiraient la plus grande quantité de sucre. Enfin, d'un point de vue strictement agricole, la culture de la betterave peut s'avérer, elle aussi, très lucrative : on annonce des bénéfices à l'hectare quatre fois supérieurs à ceux réalisés avec le froment<sup>15</sup>. Une activité défiscalisée, encouragée et subventionnée par l'Etat, sans concurrence, et offrant des débouchés importants et des bénéfices potentiellement considérables : voilà de quoi susciter l'intérêt de plusieurs autres « riches capitalistes » que les autorités incitent à se lancer dans cette activité naissante. En 1812, trois nouvelles usines sont montées dans l'Aisne, puis deux en 1813.

15. P.A.J. Huet-Delacroix, *Notice sur la betterave considérée principalement sous le rapport des bénéfices que sa culture doit procurer au cultivateur*, Paris, Imp. P.N. Rougeron, 1812.

## Sucreries et sucriers de l'Aisne sous le Premier Empire

Lieu d'implantation	Propriétaires	Profession des propriétaires	Date de création
Mailly (commune de Laval)	Caignart-Durotoy Costel	Pharmacien	1811
Château-Thierry	Anceaux Pierre Huet-Delacroix	Notaire Pharmacien et propriétaire	1811
Mont-Saint-Martin (commune de Gouy)	François Alexandre Cougouilhe	Ancien fabricant de sucre de canne Propriétaire	1812
Château de Saint-Lambert (commune de Fourdrain)	Marion de la Brillantais	Ancien propriétaire colonial Négociant à Paris	1812
Vailly-sur-Aisne	Wolf	Négociant à Paris	1812
Soissons	Louis Lettu et Joseph Gilbert	Chimistes associés de la maison Audriel et Wolff, négociants à Dantzig	1812
Rogny	Brindeau Carlier	Négociant et industriel du textile	1813
Roupy	Jacques Arpin	Filateur de coton	1813

Pharmaciens, notaires, industriels du textile, négociants: les premiers sucriers de l'Aisne présentent des profils socioprofessionnels très variés. Ainsi trouve-t-on parmi eux deux anciens propriétaires coloniaux qui, face à la crise du système esclavagiste et aux troubles dans les îles à sucre françaises, ont choisi de revenir en métropole. François Alexandre Cougouilhe, ancien fabricant de sucre de canne en Guadeloupe, achète en 1807 le domaine de Mont-Saint-Martin, sur laquelle il crée une fabrique dès 1812<sup>16</sup>. Quant au propriétaire du château de Saint-Lambert, à Fourdrain, Marion de la Brillantais, il était lui aussi installé auparavant dans les colonies.

Malgré la diversité de leurs origines sociales et de leurs professions, les premiers sucriers de l'Aisne présentent toutefois des caractéristiques communes. Plusieurs d'entre eux sont ainsi des notables proches du pouvoir. L'ancien lieutenant général du bailliage du Vermandois, Caignart-Durotoy, est aussi brièvement maire de Laon en 1791-1792. François Alexandre Cougouilhe, pourtant étranger à la localité, mais considéré comme un « chaud partisan de l'Empire » est installé maire de Gouy en janvier 1813, puis confirmé à son poste lors des Cent Jours<sup>17</sup>. Maire de Saint-Quentin sous la Révolution, Jacques Arpin a même par la suite l'honneur de recevoir sur son domaine de Roupy la visite de Napoléon 1<sup>er</sup> en per-

16. Arthur Ognier, *Notice historique et statistique sur Gouy et le Catelet*, Saint-Quentin, Imp. Doloy et Penet, 1863.

17. *Ibid.*, p. 162. Sous le Consulat et l'Empire, les maires sont choisis par le préfet pour les petites communes et par le ministre de l'Intérieur pour les villes. Les conseils municipaux sont élus pour 20 ans.

sonne : le 10 avril 1810, l'empereur, accueilli par plus d'une centaine d'ouvriers, visite pendant plusieurs heures sa filature, et félicite l'industriel pour la qualité de ses produits. Au moment des Cent Jours, Arpin reste fidèle à Napoléon : élu à la chambre des députés, il ne renonce définitivement à la politique qu'au début de la Restauration<sup>18</sup>. Quant au pharmacien Anceaux, il fait partie des cent élèves choisis par le ministère pour aller étudier les procédés de fabrication du sucre dans les écoles de chimie créées spécialement par Napoléon 1<sup>er</sup>.

Par ailleurs nombre d'entre eux présentent les caractéristiques du « capitaliste entreprenant » (Louis Bergeron), disposant non seulement d'un capital important à investir dans cette activité nouvelle, mais aussi animé d'un indéniable esprit d'entreprise et d'un goût pour le risque et l'innovation. Jacques Arpin est l'exemple le plus représentatif de cette nouvelle génération d'entrepreneurs qui émerge après la Révolution. Né en 1762 en Savoie, il commence à travailler dès l'âge de quinze ans pour un négociant saint-quentinois, avant de lui succéder en 1780, puis de monter une affaire très florissante de courtiers, qu'il doit abandonner au moment des guerres révolutionnaires. Sous le Consulat, il choisit de se lancer dans l'industrie textile et achète une vaste propriété à Roupy, dans laquelle il installe une manufacture de coton. Très vite son entreprise prend de l'ampleur et, dès 1810, Arpin y emploie 400 ouvriers. Il fait alors preuve d'une capacité d'innovation exceptionnelle : au début de l'Empire il a déjà remplacé les manèges à chevaux destinés à actionner les 12 000 broches de l'usine par une « pompe à feu », machine à vapeur construite par un fondeur parisien. Plus tard Jacques Arpin est le premier industriel à introduire les mécaniques anglaises dans le département de l'Aisne<sup>19</sup>.

Marie-Joseph Caignart-Durotoy, quant à lui, entreprend, dès l'acquisition de la terre de Mailly, la bonification de ce domaine, dont les terres étaient jusqu'ici largement laissées à l'abandon : après avoir remis en culture d'anciennes vignes abandonnées, et entrepris le dessèchement des marais et leur transformation en terres cultivables, il ouvre une cendrière qui devient l'une des plus importantes du département. Caignart-Durotoy a même eu le projet, pendant la Révolution, d'établir une manufacture de vitriol à Mailly : dans un mémoire publié à l'occasion, il explique que l'on peut espérer des profits considérables grâce à cette activité, car la guerre avec l'Angleterre rend (déjà !) toute concurrence internationale impossible<sup>20</sup>.

A l'instar des deux précédents, Huet-Delacroix est lui aussi un entrepreneur recherchant le succès économique à travers l'innovation. Notaire mais également propriétaire terrien féru d'agronomie, il comprend très tôt les multiples

---

18. T. Collart, « A Roupy, en 1803, Jacques Arpin installe la première filature de coton du département de l'Aisne », *Fédérations des Sociétés d'Histoire et d'archéologie de l'Aisne. Mémoires*, t. XIII, 1967, p. 113-121.

19. *Ibid.*

20. Maxime de Sars, *Le Laonnois féodal*, Paris, Honoré Champion, 1924-1934; J.B.L. Brayer, *Département de l'Aisne : topographie, population, histoire, administration*, Laon, Imp. Melleville, 1824.

avantages de la culture de la betterave, et dès 1812, publie un petit ouvrage destiné à en vanter les mérites, un des premiers parus en France sur le sujet<sup>21</sup>. On y apprend notamment que, chose rare, Huet-Delacroix employait déjà depuis plusieurs années la betterave fourragère pour nourrir ses troupeaux, avant de sa lancer dans la fabrication du sucre. Dès cette époque il a compris les multiples atouts de cette plante, qui en feront la pierre angulaire de la modernisation de l'agriculture axonaise quarante ans plus tard: « facilité d'augmenter son bétail, de multiplier les engrais en détruisant les jachères, elle procure une bonne récolte de foin sur un seul labour, sans engrais », sans compter les bénéfices procurés par la vente de la racine aux « fabriques qui s'élèvent sur toutes les parties de l'Empire et lui assurent un débouché facile »<sup>22</sup>.

Le goût du risque et l'esprit d'initiative qui animent ces entrepreneurs venus d'horizons divers expliquent en grande partie leur décision de se lancer dans la production de sucre de betterave, activité innovante exigeant, pour l'époque, une technologie de pointe issue d'expérimentations scientifiques. Leur audace sera cependant mal récompensée: cette expérience industrielle tourne vite au fiasco et se solde par un bilan famélique.

## **Autopsie d'un échec**

Les décrets de 1811 et 1812 avaient fixé des objectifs très précis en ce qui concernait la culture betteravière: selon toute évidence le résultat de ces mesures prises d'en haut fut très décevant, au moins pour le département de l'Aisne. Sur les 400 hectares prévus en 1811, seuls 49 seront réellement ensemencés en betteraves, et si l'année suivante les superficies sont décuplées (515 hectares), on est très loin des espérances gouvernementales, à savoir 1 000 hectares. L'échec de l'implantation de cette plante nouvelle s'avère dès lors patent, et les autorités ne tardent pas à s'en rendre compte: dès 1813, les ambitions sont largement revues à la baisse, et on ne demande plus que de cultiver 625 hectares sur l'ensemble du département. Sous le Premier Empire la culture de la betterave demeure donc tout à fait marginale: au mieux cette plante a occupé à peine 0,1 % des terres cultivables de l'Aisne<sup>23</sup>.

Logiquement la production de sucre s'avère elle aussi très largement en-deçà des prévisions des autorités. En 1813, année la plus productive, 806 tonnes de betteraves seulement sont transformées dans les six fabriques axonaises alors en activité. Ces dernières produisent ensemble à peine 40 tonnes de sucre, soit une production bien inférieure au minimum des 10 tonnes de sucre par unité de fabrication prévues. L'Aisne est alors largement devancée par d'autres départements, comme le Nord, qui produit la même année 177 tonnes de sucre brut,

---

21. P.A.J Huet-Delacroix., *op. cit.*

22. *Ibid.*, *op.cit.*, p. 18.

23. A titre de comparaison, les surfaces ensemencées en betteraves représentent, en 2004, 13% de la surface agricole utile de l'Aisne, soit 65 800 hectares.

et surtout le Bas-Rhin où l'on parvient à en fabriquer 500 tonnes<sup>24</sup>. Le préfet de l'Aisne espérait que la campagne sucrière de 1812 permettrait de satisfaire la demande des consommateurs du département, mais il doit vite déchanter : « La culture de la betterave pour la fabrication du sucre n'a pas entièrement répondu aux vues du gouvernement et aux soins que nous avons pris pour lui donner, cette année, l'extension et le succès désirables. Les semis de cette plante ont généralement mal réussi, et le produit de la récolte, de beaucoup inférieur à ce qu'on avait lieu d'espérer, eu égard à l'étendue de ces terresensemencées, sera à peine suffisant pour alimenter les six fabriques de sucre qui existent déjà ou s'organisent dans le département »<sup>25</sup>. Signe de la pénurie persistante, les prix ne cessent de grimper : le kilogramme de sucre qui se négociait autour de 9,50 francs en 1811, passe à 10 puis 12 francs, pour culminer à 12,50 francs à la fin de l'année 1812<sup>26</sup>.

Comment expliquer cet insuccès ? En premier lieu les premiers betteraviers-sucriers de l'Aisne n'ont pas été épargnés par les difficultés techniques de tous ordres, en particulier lors des deux premières campagnes. Le gouvernement avait par exemple prévu de fournir 230 kilogrammes de graines de betteraves pour pouvoir lancer l'ensemencement dès 1811. Or ce stock s'avère très rapidement insuffisant : les sous-préfets sont même obligés de se procurer des quantités supplémentaires « par la voie du commerce », et décident face à la pénurie de ne les distribuer en priorité qu'aux cultivateurs voisins des fabriques<sup>27</sup>. Huet-Dela-croix doit même faire venir, par ses propres moyens 100 kilogrammes de graines... de Prusse. En outre les cultivateurs se plaignent de la mauvaise qualité de ces graines, qui expliquerait « le non-succès des semis ». La météorologie se mêle aussi à ces difficultés : le printemps 1811 est très sec et à cause des fortes chaleurs, « une partie des betteraves a été desséchée, les autres n'ont acquis ni le poids, ni le volume que devait leur procurer une culture soignée, de manière à ce que cette récolte a été peu abondante »<sup>28</sup>. Ces conditions climatiques défavorables expliquent notamment que Caignart-Durotoy n'ait pu, en 1812, récolter ses betteraves que sur 12 arpents, alors qu'il en avait semé 43 environ. Pour ne rien arranger, les récoltes sont endommagées l'année suivante par la présence du ver blanc, ou varron<sup>29</sup>.

Au-delà de ces circonstances défavorables, les sucriers du Premier Empire sont surtout confrontés à une difficulté récurrente, celle de l'approvisionnement en matières premières. Certes, plusieurs d'entre eux ont prévu de consacrer une partie de leurs propres terres, quand ils en possèdent, à la culture de la betterave.

---

24. Gérard Decottignies, *op. cit.*, p. 26.

25. Arch. nat., F1c III Aisne 10, rapport du préfet (troisième trimestre 1812).

26. Arch. nat., F1c III Aisne 10, compte rendu de la situation morale et politique de la situation de l'Aisne, 1811 et 1812.

27. Arch. nat., F 12 2340, réponses aux questions posées par la lettre de Son Excellence le ministre de l'Intérieur, 10 juillet 1812.

28. Arch. nat., F 12 2340, rapport au préfet pour le quatrième trimestre 1811.

29. *Ibid.*

François Alexandre Cougouille ensemence ainsi 200 arpents en betteraves dès 1812, Brindeau-Carlier à Rogny 150 arpents et Caignart-Durotoy 45 hectares en 1813, sur lesquels il récolte 50 tonnes de racines, quantité réduite à 30 tonnes après l'enlèvement des collets et de la terre<sup>30</sup>. Ces récoltes sont toutefois nettement insuffisantes pour pouvoir alimenter à elles seules les fabriques de ces entrepreneurs, qui sont donc dans l'obligation de faire appel à des fournisseurs extérieurs, en particulier les agriculteurs voisins des usines.

Or malgré les encouragements des autorités préfectorales, ces derniers seront très peu nombreux à consacrer une partie de leurs terres à la culture d'une plante, qui demeure inconnue, nécessite un savoir-faire pointu, et dont les avantages culturels ne leur ont jamais été prouvés sur le terrain. « Quoique les terres de ce pays soient très propres à la betterave, néanmoins les cultivateurs ont en partie refusé d'en cultiver », se lamente Cougouille en 1813<sup>31</sup>. En outre les cultivateurs locaux, qui ont ensemencé quelques terres avec les graines fournies par le gouvernement, ne vendent pas toujours, comme il était prévu, leur récolte aux fabricants de sucre et préfèrent souvent « donner les racines à leurs bestiaux, alléguant la difficulté de les transporter »<sup>32</sup>. Vente de graines à prix coûtant, betteraves achetées à des « prix exorbitants », distribution de primes : malgré leurs efforts, les industriels ne parviennent guère à convaincre les cultivateurs locaux de « s'affranchir de la routine ». Ces derniers refusent de se livrer à la culture d'une plante industrielle, à laquelle ils reprochent pêle-mêle, sa culture délicate, sa rentabilité incertaine ou les difficultés de son transport. Tous ces arguments sont réfutés par les sucriers, en particulier par Huet-Delacroix dans la brochure dont il est l'auteur, mais il semble que le fossé existant entre une classe d'entrepreneurs audacieux mais très largement étrangers au monde rural et agricole, et la masse des cultivateurs, y compris les plus aisés, soit une des principales explications de l'échec de la première implantation de cette filière agro-industrielle dans l'Aisne.

Manquant de matières premières, les fabriques de sucre fonctionnent au ralenti : Brindeau-Carlier se plaint ainsi de n'avoir « pu obtenir qu'un sixième de la quantité que son établissement est susceptible d'exploiter ». Visiblement dépité, il demande même aux autorités de contraindre ni plus ni moins les payans de chaque commune à ensemencer en betteraves une partie de leurs terres. Rien n'y fait : les industriels sont obligés de s'approvisionner ailleurs, parfois très loin, comme Louis Lettu et Joseph Gilbert, qui, installés à Soissons, vont acheter des betteraves à Saint-Omer et Paris, soit respectivement à environ 200 et 100 kilomètres de leur fabrique, « pour occuper temps et capitaux »<sup>33</sup>.

D'autre part, il semble également que la complexe technique de la fabrication du sucre ne soit maîtrisée que lentement par les fabricants. Les deux pre-

---

30. Arch. nat., F 12 2340.

31. Arch. nat., F 12 2340, lettre de Cougouille, le 8 février 1813.

32. Arch. nat., F 12 2340, observations sur la culture de la betterave, 30 décembre 1812.

33. Arch. nat., F 12 2340, lettre de MM Lettu et Gilbert, 30 décembre 1812.

nières années, Huet-Delacroix, en reste au stade des essais, et c'est seulement en 1813 qu'il fabriquera péniblement 5 000 modestes kilogrammes de sucre. De même Caignart-Durotoy ne parvient en 1811 et 1812 qu'à produire une cassonade, sucre de couleur foncé non raffiné, de médiocre qualité<sup>34</sup>. Quant à Jacques Arpin, il n'a probablement rien réussi à fabriquer du tout.

Surtout l'expérience s'avère de trop courte durée, alors que la mise en place de cette filière agro-industrielle, et en particulier la diffusion massive de la culture de la betterave et la formation technique des fabricants nécessitent davantage de temps. Si l'on en croit les rapports du préfet, les fabriques de sucre du département ont toutes cessé leur activité en 1814<sup>35</sup>. Dès mars 1814, après seulement deux campagnes, François Alexandre Cougouilhe se résigne à abandonner la culture de la betterave sur ses terres. Il est vrai que le contexte international a beaucoup changé. La guerre a repris et les 30 000 soldats de l'armée de Silésie, commandés par Blücher, ont franchi le Rhin et avancent en territoire français. Cougouilhe ne peut ensemer, « attendu que presque tous les chevaux sont continuellement occupés par suite de réquisition pour le service des armées »<sup>36</sup>. En mars 1814 Blücher lance une grande offensive dans l'Aisne : quand Napoléon 1<sup>er</sup> passe à Craonne le 7, puis à Laon le 9, les dégâts sont déjà considérables dans le nord du département. L'usine de Jacques Arpin, filature et sucrerie, est pillée par les Prussiens au moment de leur passage, la production est emportée et le matériel détérioré. Plus au sud, dans le Laonnois, les combats ravagent en grande partie les champs et empêchent définitivement l'approvisionnement des usines.

Enfin le Blocus étant désormais levé en 1815, les importations de sucre colonial vers la métropole reprennent massivement, favorisées ensuite par les mesures protectionnistes prises en leur faveur par les gouvernements de la Restauration. Dès 1816, 17 000 tonnes de sucre de canne en provenance des Antilles arrivent dans les ports français. La sucrerie « indigène » perd sa confortable situation de monopole.

Cette nouvelle conjoncture marque un coup d'arrêt définitif à la fabrication du sucre de betterave dans l'Aisne sous le Premier Empire. Tous les entrepreneurs qui s'étaient lancés dans l'aventure abandonnent leur activité et se débarrassent de leur matériel de fabrication, à l'instar de Jacques Arpin qui vend ses machines à Crespel-Delisse, très important sucrier du Nord. Beaucoup d'entre eux restent amers face à cette expérience de courte durée : « J'ai dans mes mains les produits de près de deux années de travail sans espoir d'en tirer aucun profit et cependant j'ai dépensé beaucoup d'argent », constate François Alexandre Cougouilhe en 1814, qui aura englouti une partie de sa fortune dans cette entreprise<sup>37</sup>. Si certains, comme Jacques Arpin, continuent avec succès leur activité professionnelle initiale, d'autres se retrouvent totalement ruinés par ces investissements malheureux, comme Caignart-Durotoy, qui mourut sans fortune à Paris en juillet 1815.

---

34. Arch. nat., F 12 2340, lettre à MM Caignart-Durotoy et Costel, 29 janvier 1813.

35. Arch. nat., F<sup>1c</sup> III Aisne 10.

36. Arch. nat., F 12 2340, lettre de M. Cougouilhe, 17 mars 1814.

37. *Ibid.*

Issue d'une volonté politique forte, relayée en province par quelques entrepreneurs audacieux mais bien souvent isolés, la tentative d'implanter artificiellement l'industrie sucrière et la culture de la betterave sous le Premier Empire se présente très rapidement comme un échec, un essai trop limité dans le temps pour pouvoir être couronné de succès. Dans l'Aisne, cette expérience présente non seulement un bilan particulièrement étique, largement inférieur aux espérances gouvernementales, mais s'avère aussi extrêmement précaire : aucune des huit fabriques de sucre axonaises créées à partir de 1811 ne survit à la chute de l'Empire. Contrairement à la légende, la betterave sucrière n'est pas la glorieuse fille de Napoléon 1<sup>er</sup>, ou alors n'est qu'un enfant mort-né, et ce n'est pas sous le Premier Empire que l'industrie sucrière, surgissant du néant, va se mettre en place définitivement. Il faut en réalité attendre plus de quinze ans et la fin des années 1820 pour voir resurgir timidement la betterave dans les champs de l'Aisne, et constater l'édification de quelques nouvelles fabriques de sucre. L'initiative de cette renaissance relève non plus d'une décision officielle, mais en revient à une catégorie de grands propriétaires locaux, soucieux de moderniser leurs pratiques culturelles et de supprimer la jachère, en intégrant la betterave dans leurs assolements. Simultanément ils installent des unités de production d'abord modestes, très souvent à l'intérieur même de leurs exploitations agricoles : certaines de ces petites fabriques fonctionneront pendant plus d'un siècle et demi. C'est bien de cette époque que date la véritable naissance de la filière betterave-sucre dans l'Aisne : en 1840, les 36 usines fonctionnant dans le département fabriquent 280 tonnes de sucre, soit sept fois plus que la production de 1813. Si l'on veut trouver un Bonaparte à honorer comme le véritable protecteur de l'industrie sucrière en France, il faudrait plutôt rendre hommage à l'autre Napoléon, « le Petit » : c'est sous le Second Empire en effet, et en partie sous son impulsion, qu'est donné un élan irrémédiable à une agro-industrie qui connaît alors son âge d'or en France et dans l'Aisne en particulier.

François VEDRINE

